

# LES PISTES POUR ALLER DE L'AVANT

*Perspectives des mouvements  
sociaux et de la société civile*



Le présent article a été rédigé à partir de contributions recueillies par le biais de questionnaires et d'entretiens en face-à-face auprès de mouvements sociaux, de peuples autochtones et d'OSC, y compris La Via Campesina (LVC), le Forum mondial des populations de pêcheurs (WFFP), le Conseil international des traités indiens (CITI) et le Réseau international des groupes d'action pour l'alimentation infantile (IBFAN). Il reflète également le contenu de la Déclaration de Viotá prononcée par le Réseau mondial pour le droit à l'alimentation et à la nutrition ainsi que celui de l'édition 2017 et des éditions précédentes de *l'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition*, publication phare du Réseau.



Bien que la bulle mondiale, industrielle et économique ait éclaté, sans surprise, voilà une dizaine d'années, nous continuons d'en constater et d'en ressentir les effets dans nos vies quotidiennes. Ce scénario est la conséquence inévitable d'un modèle privilégiant le profit au détriment de tout le reste : nos vies, nos droits et notre nature. La crise, qui couvait déjà depuis des années, contraignit un milliard de personnes à rejoindre les rangs des affamés en raison de l'extrême volatilité des prix des denrées alimentaires et d'une crise pluridimensionnelle qui, en se développant, amputa nos systèmes alimentaires, notre climat et nos droits humains.

Dix ans après, les approches dominantes ayant conduit à la crise persistent encore. Entre temps, les mouvements sociaux et les organisations de la société civile ont redoublé d'efforts dans leur lutte pour des transformations socio-économiques et politiques radicales, en mesure de garantir la pleine concrétisation des droits humains de toutes et tous. Aujourd'hui, il convient donc de se demander comment aller de l'avant et comment affiner nos stratégies et nos outils afin d'identifier le meilleur moyen de sortir de cette crise.

### **ROMPRE LE CYCLE DE LA CRISE**

Ces dix dernières années, les mouvements sociaux ont réalisé de bonnes avancées dans la promotion de la souveraineté alimentaire et du droit humain à une alimentation et à une nutrition adéquates dans les pays du Sud. Pourtant, ces concepts ne sont pas encore bien compris dans les pays du Nord. L'on continue en effet de considérer, à tort, que le droit à l'alimentation et à la nutrition est principalement l'affaire des pays rongés par les famines et la malnutrition chronique, et qu'il n'a quasiment rien à voir avec l'augmentation de l'obésité et des maladies non transmissibles associées, causée par la généralisation d'une alimentation déséquilibrée reposant sur des produits industriels. En réalité, les violations et les abus contre le droit à l'alimentation et à la nutrition ne connaissent pas de limites géographiques, mais se manifestent sous des formes très diverses autour du monde. Des camps de réfugiés du Sahara occidental aux montagnes de l'État mexicain d'Oaxaca, des plaines rurales américaines du Mid-West aux quartiers des villes espagnoles, notre souveraineté alimentaire continue d'être sabotée.

Nombreux sont celles et ceux qui sous-estiment le degré d'intégration mondiale de nos systèmes alimentaires. Les soi-disant pays développés ont tout autant contribué au problème qu'ils font partie de la solution, et toute avancée significative dépendra d'une analyse et d'une compréhension partagées de notre système alimentaire mondial et de ce que l'on entend par souveraineté alimentaire. Cela exige d'abord de reconnaître que la pleine concrétisation du droit à l'alimentation et à la nutrition est incompatible avec le modèle de production industrielle actuel, comme en témoignent les centaines de politiques qui ont échoué à désamorcer cette crise pluridimensionnelle. La montée du populisme de droite et du fascisme en est un autre symptôme.

Plus largement, l'accaparement des terres et la mainmise des entreprises sur l'agriculture représentent aujourd'hui deux défis majeurs pour les mouvements sociaux. Il est urgent d'élaborer des stratégies pour résister à ces accaparements et pour permettre aux gardiens des terres et des semences (notamment les femmes) de demeurer sur leurs terres, car ces deux dimensions constituent une condition préalable essentielle à la concrétisation de la souveraineté alimentaire. Plus encore, cette lutte devrait englober l'ensemble des ressources naturelles, des forêts aux fleuves, ainsi que les zones côtières et les pâturages. Le projet de Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (actuellement en cours de négociation à l'ONU) est un pas significatif contribuant

#### Remerciements

Merci à Karine Peschard (Institut de Hautes Études Internationales et du Développement), Priscilla Claeys (Université de Coventry et FIAN Belgique) et Alejandra M. del Rey (FIAN International) pour leur aide à la rédaction et la révision de la présente synthèse. Merci également à Nora McKeon (Collège universitaire international de Turin, Université de Rome III et Terra Nuova) d'avoir conduit les entretiens avec les différent-e-s représentant-e-s des mouvements sociaux.

#### Photo

Des centaines de délégués du monde entier se réunissent à la VII Conférence Internationale de La Via Campesina (Pays Basque, Espagne, 2017). Image de La Via Campesina.

à reconnaître que la survie de communautés, nombreuses et variées, dépend de l'accès aux ressources naturelles et du contrôle sur ces dernières. Pour ne citer qu'un seul exemple, les écosystèmes des littoraux et les nombreuses communautés pratiquant la pêche artisanale qui en dépendent sont particulièrement vulnérables à la destruction du climat. L'accès à l'eau potable est une autre préoccupation majeure. Aussi est-il important de déployer les luttes autour des ressources hydriques sous la bannière de la souveraineté alimentaire. Par ailleurs, il est nécessaire de protéger les couloirs de passage utilisés par les pastoralistes, essentiels à leurs vies et à leurs moyens d'existence.

Sur une note positive, la dernière décennie a été le théâtre d'une coordination et d'une solidarité accrues entre groupes ruraux et a vu se développer des approches innovantes proposées par les jeunes dans le but de favoriser la souveraineté alimentaire. Les identités collectives se renforcent car elles commencent à faire front commun pour défendre les ressources naturelles des peuples. Au terme de ces dix ans, nous pouvons aussi discerner plus clairement le lien entre la violence à l'encontre des femmes et la violence contre l'environnement, et entre préservation de la biodiversité et promotion de l'agroécologie. Parmi les exemples de renforcement de l'unité entre les luttes, l'on peut citer la Convergence Globale des luttes pour la terre et l'eau en Afrique de l'Ouest ou le Réseau mondial pour le droit à l'alimentation et à la nutrition.

De nouvelles opportunités s'offrent désormais aux mouvements sociaux pour instituer des processus décisionnels participatifs portant sur les politiques publiques, ainsi que saisir ceux déjà existants, aux niveaux national et régional et dans les instances onusiennes. Ils saluent l'ouverture des espaces institutionnels tels que le Comité de la sécurité alimentaire mondiale, au sein duquel le droit à l'alimentation peut être débattu et mis en avant. Les mouvements sociaux sont également le moteur derrière l'accroissement du nombre de directives et de cadres juridiques progressistes en mesure d'orienter les luttes des peuples. La mise au point d'un cadre normatif sur le droit à l'alimentation aux échelons national, régional et international, ainsi que les *Directives pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale* constituent des outils déterminants pour les mouvements sociaux. La reconnaissance croissante du rôle que jouent les écosystèmes agricoles traditionnels dans la production d'aliments et la préservation de la biodiversité agricole est également perçue comme une opportunité pour faire avancer la lutte. À présent, le défi consiste à mettre ces outils en pratique et à traduire l'ouverture des espaces institutionnels en actions concrètes et en changements positifs.

## **SORTIR DE LA CRISE**

Il est essentiel d'opérer une transformation radicale des systèmes socio-politiques et économiques dominants, placés sous les auspices du capitalisme, afin de garantir l'appropriation des communs par et pour le peuple. Les mouvements sociaux doivent continuer à s'organiser à tous les échelons, des collectivités locales à la communauté mondiale, et dans les zones aussi bien rurales qu'urbaines. Ils doivent réaliser une importante mobilisation faisant intervenir de multiples niveaux afin d'augmenter la prise de conscience politique dans notre monde, une tâche qui exige le soutien des ONG et des universitaires. Il nous incombe de toute urgence de garantir une compréhension politique des questions jusque là perçues comme immuables par le système.

Pour placer les États face à leurs responsabilités, il est nécessaire de développer des mécanismes et de solides positions du côté de la société civile, grâce à un plaidoyer fondé sur des données probantes. C'est la meilleure manière de contrer l'influence et le pouvoir croissants des acteurs privés. Nos luttes doivent relier le droit à l'alimentation et à la nutrition de manière plus visible aux autres droits humains. Comment une communauté autochtone peut-elle en effet concrétiser ses droits à l'alimentation, à la nutrition et à l'auto-détermination si ses membres se voient refuser l'accès à leurs territoires ancestraux ? Comment arriverons-nous à libérer le monde de la faim si nous continuons à nier le rôle que jouent les femmes, piliers du système alimentaire, pour y parvenir ? L'opinion publique doit être davantage sensibilisée à ces liens manifestes, si nous voulons lutter contre des injustices profondément enracinées.

S'agissant de la société civile, nous devons repenser la mise en œuvre, la conceptualisation et le plaidoyer en faveur de la concrétisation des droits humains, ce auprès de la large gamme d'acteurs impliqués, afin de garantir un meilleur équilibre et une meilleure coordination entre mouvements sociaux et ONG.

Les mouvements sociaux nécessitent davantage de ressources propres pour réduire leur dépendance vis-à-vis des ONG et développer des analyses plus indépendantes, fondées sur leur expérience du terrain. En parallèle, le monde universitaire doit ouvrir ses portes à la production de connaissances émanant des peuples, générées à partir de l'expérience de la base et de l'expertise des mouvements sociaux.

## DIX ANS DE CRISE, UNE DÉCENNIE POUR *L'OBSERVATOIRE*

Ceci nous amène à conclure qu'il est fondamental de disposer de plates-formes permettant d'échanger des informations sur les enjeux relatifs au droit à l'alimentation et à la nutrition, accordant une place centrale aux voix des mouvements sociaux et des groupes marginalisés. De la même manière, l'intégration systématique des questions de genre et l'équilibre de genre, ainsi que l'égalité dans le traitement des thématiques Nord-Sud, local-international et rural-urbain, constituent des éléments essentiels pour comprendre plus précisément le monde d'aujourd'hui. *L'Observatoire* a vu le jour en réponse à la nécessité d'évaluer cette crise d'une manière plus précise et d'y apporter des réponses plus adaptées. Ces dix dernières années, nous avons œuvré à promouvoir la solidarité et à faire office de porte-parole pour encourager la coordination et le partage des stratégies entre mouvements et pays. Face à la montée du nationalisme et de l'isolationnisme dans de nombreux pays, les actions dans ce sens demeurent plus que jamais vitales.

Lors de nos échanges à propos de *l'Observatoire*, les mouvements sociaux ont vanté et indiqué apprécier grandement la diversité et la vision critique de ses articles. Il semble prometteur que *l'Observatoire* ait permis de susciter l'intérêt des journalistes sur de nouvelles questions qui étaient peut-être auparavant rarement couvertes. Les publications telles que la nôtre doivent continuer de redoubler d'efforts pour mettre en lumière les enjeux mondiaux autour de l'alimentation. Nous atteindrons ainsi un public plus large, notamment les OSC et les institutions travaillant sur les questions de sécurité alimentaire, ainsi que d'autres organisations de base. Tout ceci nous conduit à examiner un autre défi : quel est le meilleur moyen de sensibiliser les autres secteurs de la société aux combats et aux victoires des mouvements sociaux, tout en servant d'outil pour leurs luttes, si le langage devient trop technique ? Cette question

en amène d'autres : comment convertir *l'Observatoire* en un espace de co-production de connaissances ? Devrait-il inclure des voix non alignées ? Devrait-il mettre de côté la sphère de la presse écrite pour explorer d'autres formes de communication ? Toutes ces questions complexes et nécessaires exigent un débat plus approfondi.

Le fait que les défis actuels se déclinent à l'échelle mondiale offre des opportunités uniques de mobilisation à grande échelle. À cet égard, il est important que les publications comme *l'Observatoire* continuent de mettre l'accent sur les abus et les violations, mais qu'elles soulignent aussi les aspects positifs, les victoires, les avancées et les changements qui vont dans la bonne direction. Les réussites inspirent d'autres personnes à se mobiliser et montrent que nos aspirations peuvent devenir réalité, aussi impensable que cela puisse paraître de prime abord.

Nous espérons donc pouvoir continuer à contribuer utilement à la lutte pour concrétiser le droit à l'alimentation et à la nutrition et la souveraineté alimentaire, et juguler cette crise pluridimensionnelle.